

Cadrage macro-économique de la Guyane

La baisse de l'investissement ralentit la croissance

En 2015, la croissance guyanaise est de + 1,9 % (+ 1,3 % pour la France entière) après un pic de + 4,0 % en 2014. L'investissement, en baisse pour la première fois depuis 2003, explique cette évolution modeste et contribue pour - 1,2 point à la croissance. Les importations de biens d'investissement et intermédiaires diminuent pour la deuxième année consécutive et le secteur du BTP confirme sa situation de crise. Hormis l'investissement, les grands agrégats augmentent en volume, dans la lignée des années précédentes : + 2,3 % pour la consommation des ménages, + 1,4 % pour la consommation des administrations publiques. Les échanges extérieurs aussi sont en hausse en volume, portés par le spatial, avec 12ancements en 2015 (11 l'année passée) : + 5,8 % pour les importations et + 5,3 % pour les exportations. Hors spatial, les échanges extérieurs régressent.

Clémentine Garandeau, Insee

En 2015¹, le produit intérieur brut (PIB) de la Guyane augmente de 1,9 % en volume, après + 4,0 % en 2014. Avec une population qui progresse de 2,0 %, le PIB par habitant évolue en volume de - 0,1 % en volume et s'établit à 15 600 euros, soit un niveau plus de deux fois inférieur à celui de la France entière (32 800 euros). En Guadeloupe le PIB par habitant s'établit à 21 000 euros et en Martinique à 23 300 euros.

L'investissement se rétracte pour la première fois depuis 2003

Pour la première fois depuis 2003, l'investissement diminue de 4,5 % en volume après avoir ralenti les deux années précédentes (+ 1,0 % en 2013 et + 2,7 % en 2014). C'est le principal facteur du ralentissement de la croissance par rapport à l'année précédente. Les ménages souscrivent davantage de crédits à l'habitat : + 11,4 % (+ 3,3 % en 2014), mais cela ne se ressent pas encore en 2015 sur le BTP. Les effectifs du secteur flanchent. Les ventes de ciment reculent depuis trois années consécutives : - 10 % en 2013, suivi de - 6,8 % en 2014 puis de - 4,4 % en 2015.

Les dépenses d'investissement public, qui représentent près de la moitié de l'investissement total, fléchissent de 3,9 % en un an.

Les entreprises freinent leurs importations de biens d'équipements mécaniques, de matériels électriques, électroniques et informatiques : elles reculent de 12 % après avoir chuté de 15,9 % en 2014. Malgré tout, le secteur bancaire soutient les projets d'investissement des entreprises avec des crédits à l'investissement en

hausse de 9,3 % (comme l'année passée), dont les retombées ne sont pas encore forcément visibles.

Les échanges extérieurs progressent, ils déclineraient sans l'activité spatiale

Les importations progressent de 5,8 % en volume (après - 5,6 % en 2014) et les exportations de 5,3 % en volume (après + 4,9 %). Celles en lien avec le spatial pèsent entre 25 % et 50 % du total selon les années et doublent quasiment en 2015 après s'être contractées l'année précédente. Il s'agit d'effets de stockage et de déstockage de matériel dédié au spatial.

Les importations de biens hors matériel spatial régressent de 14,6 %. Cela est en partie lié aux prix des produits pétroliers qui chutent sensiblement (- 17,3 %) : les importations de produits de cokéfaction et de raffinage baissent ainsi de 14,9 % en valeur mais progressent de 3,0 % en volume. Celles de produits issus des industries agroalimentaires augmentent de 2,4 % en valeur (+ 2,9 % en volume) avec un prix en baisse. Les importations de l'industrie automobile se rétractent de 6,7 %.

Les exportations liées au spatial représentent plus de 80 % des exportations. Elles sont en hausse de 9 %, avec un lancement de fusée supplémentaire par rapport à 2014.

Hors spatial, les exportations chutent de 10,8 %. Les exportations d'or diminuent en volume de 10,1 % mais cette baisse est atténuée par une remontée du cours de l'or après deux années consécutives de baisse. En 2015, elles s'élèvent à 37,5 millions d'euros, soit - 4,5 % en valeur en un an (- 11,1 % en 2014).

Les dépenses des touristes, comptabilisées en exportations, se redressent de 6,7 %. Hors effets d'entraînement sur l'économie, elles pèsent pour 5 % du total des exportations en 2015.

La consommation des ménages se maintient

La consommation des ménages représente 31 % du total des ressources² en Guyane. Entre 2012 et 2015, elle augmente en moyenne de 2,1 % par an en volume (+ 0,6 % sur la France entière) et de 2,3 % sur l'année 2015. Son évolution reste proche de la croissance démographique (+ 2,2 % en moyenne annuelle sur la période 2012-2015).

Les prix n'évoluent presque pas et régressent même légèrement : l'indice des prix à la consommation fléchit de 0,1 %.

Les importations de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac sont en hausse modérée de 2 %. Les ventes de véhicules neufs aux particuliers accélèrent et se redressent de + 3,5 % (- 0,3 % en 2014). De même, l'encours des crédits à la consommation des ménages est dynamique, en hausse de 5,0 % (après + 3,7 % en 2013, puis + 0,6 % en 2014).

Ce regain de la consommation des ménages reste malgré tout fragile. Le taux de chômage augmente légèrement (+ 0,4 point) et s'établit à 21,9 % de la population active, alors que le nombre d'inactifs dans le halo du chômage est en forte hausse. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) des catégories ABC s'élève à 25 300 personnes, soit + 2,7 % entre fin 2014 et fin 2015.

Les dépenses du secteur public, qui représentent 30 % du total des ressources en Guyane, décélèrent à + 1,4 % en volume, après + 1,7 % en 2014 et + 2,1 % en 2013. Cela est dû en particulier à une baisse des dépenses en achats et charges externes dans le domaine de la santé. ■

1. Les données macroéconomiques 2016 ne seront disponibles qu'au cours du 3^e trimestre 2017 et feront l'objet d'une publication en fin d'année.

2. Production locale + importations.

1 Une croissance modérée en 2015 après une accélération en 2014

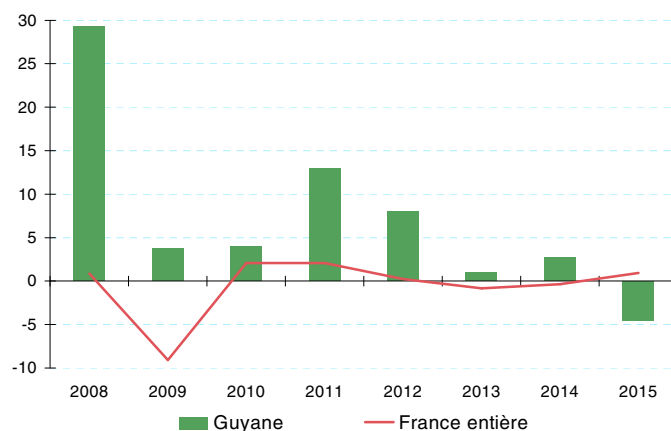
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

4 L'investissement se rétracte

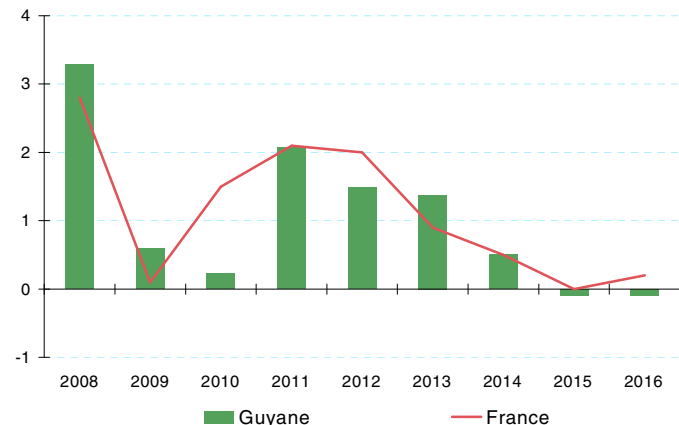
Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

2 L'inflation reste faible et même légèrement négative en 2015 et en 2016

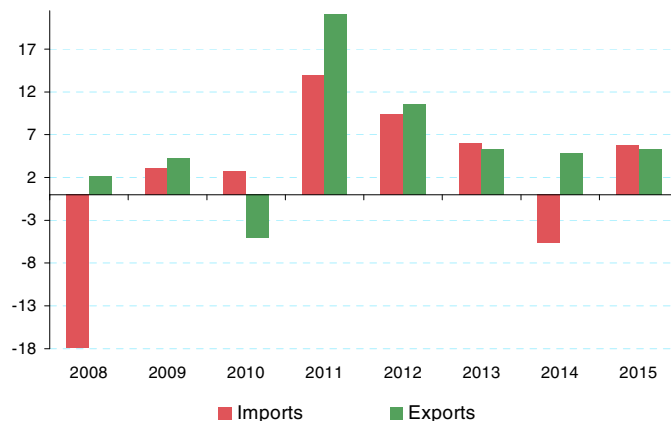
Évolution de l'indice des prix (moyenne annuelle en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

5 Les échanges extérieurs soutenus par le spatial

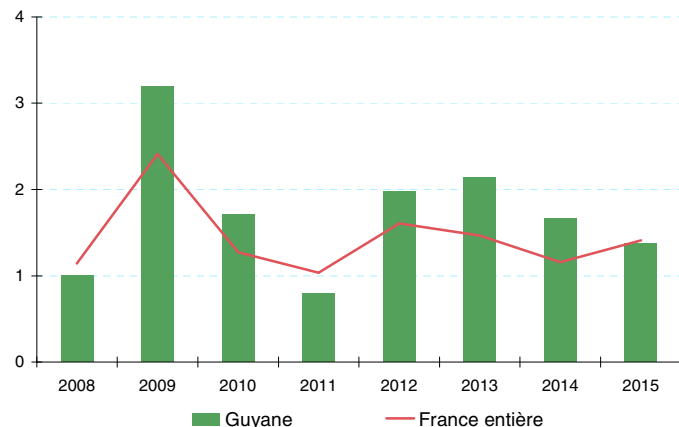
Évolution des échanges extérieurs en volume (taux de croissance en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

3 La consommation des administrations publiques décélère

Évolution des dépenses en volume (taux de croissance en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.